

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.960

Un vote de confiance sur un programme pour lequel les électeurs n'ont pas voté

Le changement de cap du gouvernement pose une question de démocratie

Le 16 septembre prochain, les députés diront s'ils soutiennent ou pas la politique du gouvernement. L'issue de l'adoption de fait guère de doute car en cas de rejet de la déclaration de politique générale, de nouvelles élections législatives seraient difficilement évitables. Mais le changement de cap du gouvernement ne pose pas seulement un problème de conscience à des députés socialistes, il souligne aussi une question de démocratie.

Depuis 15 jours, le changement de cap de la politique du gouvernement est clairement affiché. Dans "le Monde", François Hollande a donné la ligne. Quelques jours plus tard, des ministres font publiquement étalage de leur divergence. Le lendemain, Manuel Valls présente la démission du gouvernement. Il est confirmé aussitôt dans ses fonctions. La nouvelle équipe dirigeante ne comprend plus de contestataires. C'est même un proche de François Hollande qui est nommé au ministère de l'Economie.

Le lendemain de la présentation du nouveau gouvernement, le Premier ministre est ovationné par plusieurs milliers de patrons à l'université d'été du MEDEF. Depuis, plusieurs déclarations de ministre ont confirmé l'orientation libérale. Le ministre du Travail a ainsi plaidé pour la surveillance des chômeurs.

Ce sont autant de faits qui n'auraient étonné personne sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Où est le changement?

Là où le bat blesse, c'est quand cela vient d'un gouvernement nommé par un président qui s'est fait élire avec le mot d'ordre "le changement c'est maintenant". Cela annonçait clairement la rupture avec Nicolas Sarkozy, son cadeau fiscal de 15 milliards d'euros aux riches dès le début de sa mandature, et la poursuite d'un plan dras-



tique de réduction des dépenses publiques.

Force est de constater que la rupture promise n'est pas venue. Le Pacte de responsabilité va même bien plus loin que Sarkozy en terme d'aide sans contrepartie aux entreprises.

Quelles que soient les raisons qui amènent à ces choix, ils ne sont pas ceux pour lesquels les électeurs ont voté en 2012.

A La Réunion, le décalage est encore plus fort. Le candidat Hollande avait promis le tram-train et le soutien aux grands projets retardés par la trahison des socialistes aux régionales de 2010. C'est une des raisons essentielles des 71% des suffrages recueillis par le candidat du changement au second tour de la présidentielle à La Réunion.

Le 16 septembre, le Premier ministre soumettra au vote des députés une

politique bien différente des engagements pris lors de la présidentielle et des législatives. Les députés socialistes contestataires, les frondeurs, semblent se diriger vers l'abstention. Ils ne veulent pas faire tomber le gouvernement, ce qui déboucherait sans doute sur un renouvellement des députés de l'Assemblée nationale.

Crise politique

C'est donc un problème de démocratie qui est clairement posé. Comment un système présenté comme démocratique peut-il accepter qu'un pouvoir élu fasse le contraire du programme qui lui a permis d'être élu? Le vote du 16 septembre va donc encore accentuer la crise politique en France.

Un nouveau mode de production de logements

Une maison imprimée en 3 dimensions pour 3500 euros

L'impression en trois dimensions (3D) révolutionne depuis quelques années la médecine, la technique mais aussi le domaine de la construction.



Une maison produite par une imprimante 3D à Shanghai. (photo Xinhua)

Une entreprise chinoise est parvenue à «imprimer» en 24 heures 10 maisons de ville de 200 m², dans le quartier de Qingpu, à Shanghai, pour moins de 3500 euros. La société «Shanghai Winsun décoration design Engineering Co» a utilisé une imprimante géante de 32 m de long, 10 m de large et 6,6 m de haut pour construire ces maisons. «Nous avons acheté les composants de l'imprimante à l'étranger, et l'avons assemblée dans une usine de Suzhou. Ce nouveau type de structure imprimée en 3D est écologique et bien plus intéressant financièrement», a expliqué Ma Yihe, président de la société. La machine a permis d'empiler des couches de matériau, composé de déchets de construction recyclés, provenant de chantiers ou d'usines désaffectées de ciment et de fibre de verre. L'entreprise souhaite développer plusieurs dizaines d'usines de

recyclage pour pouvoir avoir les matières premières récoltées, afin de les transformer en déchets de construction.

D'après le quotidien Le Parisien, plusieurs projets existent en Europe. Par exemple, à Amsterdam au Pays Bas où une maison de 13 chambres est en train d'être réalisée avec des briques de plastique recyclées. Aux Etats-Unis, le professeur Behrokh Khoshnevis de l'université de Californie du sud a développé une machine qui «imprime» l'ensemble de la maison, contrairement aux Chinois qui fabriquent des pièces à assembler.

D'autres prouesses ont été possibles avec l'imprimante 3D. Un homme a été greffé d'une partie de la boîte crânienne grâce à une imprimante 3D. Un paysan chinois à Xi'an, dans la province du Shaanxi, a été grièvement blessé après une chute du troisième

étage de sa maison. Une partie de sa boîte crânienne a été sérieusement endommagée dans l'accident, explique le quotidien South China Morning Post. L'homme a retrouvé la moitié de sa boîte crânienne. L'imprimante 3D a créé un maillage en titane, qui sera inséré sous la peau du chinois et attaché à son crâne.

L'imprimante 3D est désormais un outil médical important pour les scientifiques, qui ont pu créer une vertèbre artificielle destinée à un jeune patient de 12 ans atteint d'un cancer des os. L'opération, menée par des médecins chinois, a été un succès et a permis au garçon de marcher à nouveau. Des organes ont été imprimés en 3D pour des patients ayant eu besoin de greffes de mâchoires, de hanches ou même de bassin.

Édito

Ah! Ces grandes démocraties...

Le PCR a dénoncé le peu de considération qu'a eu le Président François Hollande en faveur de la défense des intérêts de La Réunion au Sommet de la COI. Or, sans l'existence de La Réunion, il n'aurait pas siégé à cette rencontre. De passage ici, il aurait pu nous entretenir de ce qu'il allait dire pour notre avenir. Rien. Pire, à aucun moment il n'a eu un peu de considération envers les 20.000 hommes et femmes noyés dans les eaux comoriennes en tentant de contourner le visa Balladur. Un sujet que le Sommet a littéralement ignoré, en dépit des appels locaux.

Voici des extraits d'un article du journaliste comorien Ahmed Ali Amir de Alwatan sur cette question avant l'atterrissage aux Comores du président français: *«J'ai aussi en mémoire et je revis comme un cauchemar cette mère qui noya en pleine mer, dans l'obscurité totale, son bébé en pleurs, parce que les passagers du kwasa l'y obligent de force, de peur d'être localisés par la police. Cette mère erre, semble-t-il, dans la démence, sur les plages mahoraises à la recherche de son bébé espérant que les marées vont un jour charrier son corps. Vingt mille morts. C'est un chiffre macabre qu'on évoque. Mais ce sont surtout des êtres humains, avec leur vie, leur famille, leur misère, leur espoir, qui finissent dans le plus grand cimetière marin, sans linceul, sans prière, sans nom, sans sépultures, sans laisser de traces, avec comme unique souvenir douloureux: la certitude d'être condamné à l'oubli.»*... *«En 2006, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, fixe un quota de 12.000 reconduites qui atteindra en un temps record les 16 000. La suite on la connaît.»*... *«Alors, légitimement, on est en droit de savoir, quel autre sujet pourrait s'inviter au sommet des chefs d'Etat de la*

région de l'Océan indien si le drame de nos vingt mille morts en mer n'est pas évoqué?». Et, ça se proclame de gauche, sous entendu démocrate.

Actuellement, au Sommet de l'OTAN, François Hollande côtoie un autre grand démocrate: Obama. Son pays a reconnu avoir envahi un Etat souverain, l'Irak, sur la base d'un mensonge resté à ce jour impuni. La suite a conduit à la déstabilisation du monde, en ce moment, et provoque des drames indescriptibles. Hier, 2 Américains emprisonnés depuis 30 ans pour viols et meurtres ont été innocentés. Il semble que plusieurs centaines de Noirs croupissent encore dans les couloirs de la mort pour des faits qu'ils n'ont pas commis. Obama ose ensuite donner aux autres Nations des leçons de ... démocratie! Quitte à l'imposer par les armes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Conférence internationale des Petits États insulaires en développement

Changement climatique : danger mortel pour les îles

Les petits États insulaires en développement appellent la communauté internationale à faire preuve d'une volonté politique ferme pour lutter efficacement contre les changements climatiques.

Après l'ouverture, lundi, des travaux de la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID), les dirigeants mondiaux ont lancé mardi des appels vigoureux à la communauté internationale pour qu'elle lutte avec davantage de volonté politique et sans hypocrisie contre les changements climatiques, qui posent des problèmes qui compromettent la viabilité et la survie même de ces pays. La Conférence de Samoa permet, à cet égard, de préparer le terrain au Sommet sur le climat,

qui se tiendra le 23 septembre, au Siège des Nations Unies à New York. La Conférence, qui se tient pendant quatre jours à Samoa, a aussi entendu les dirigeants des petits États insulaires en développement réclamer davantage d'aide de la part de tous les acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux, grâce à la mise en place de partenariats à tous les niveaux.

Les PEID, qui représentent plus de 29% des États Membres de l'ONU, sont touchés de manière toute particulière par les incidences négatives

des changements climatiques, notamment à cause de l'érosion des côtes, de l'élévation du niveau des mers, de l'acidification des eaux des océans et, entre autres, de la dégradation des stocks de ressources halieutiques.

**Dégâts d'un ouragan :
200% du PIB**

«Soixante pour cent de la population du monde vit dans des zones côtières», a rappelé le Vice-Premier



Le dernier cyclone à La Réunion a rappelé la vulnérabilité du réseau électrique aérien dans un pays tropical.

Ministre de Samoa en résumant le dialogue multipartite tenu mardi en matinée, en marge des travaux du débat général de la plénière, sur le thème des changements climatiques. Cette discussion a reconnu l'existence de nombreux partenariats dans des domaines comme ceux de la veille météorologique et de la préparation aux évacuations.

«Dans les îles, le développement économique peut devenir non durable quand les changements climatiques compromettent des années d'efforts, laissant de nombreux États lourdement endettés», a fait remarquer le Premier Ministre de la Grenade en donnant l'exemple de son pays, où l'ouragan Ivan a causé des dégâts évalués à 200% du produit intérieur brut (PIB) national. C'est pourquoi il a souhaité voir renforcer la Facilité d'assurances pour les risques de catastrophes dans les Caraïbes, mise en place par la Banque mondiale, institution qui a également créé le programme pilote pour la résilience face aux changements climatiques.

Quel développement ?

Le développement durable des PEID est intrinsèquement lié à la résilience de ces pays aux catastrophes naturelles et à leur capacité d'adaptation aux changements climatiques. C'est pourquoi, à l'instar du Premier Ministre de la Jamaïque, beaucoup d'inter-

venants se sont félicités que le Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable ait recommandé l'intégration d'un objectif consacré aux changements climatiques dans le futur programme de développement pour l'après-2015.

La Ministre des affaires étrangères du Guyana a demandé, à cet égard, d'adopter des approches nouvelles pour que les PEID aient une chance de participer activement à l'élaboration de ce programme de développement pour l'après-2015, qui prendra la relève de celui dont le but était pour chaque pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à cette date.

Alors que pointe à l'horizon la tenue de la vingt-et-unième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), qui aura lieu à Paris en 2015, les délégations ont souhaité que ce soit l'occasion de prendre des engagements fermes et juridiquement contraignants sur la question de l'émission dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, afin d'assurer la survie des PEID.

«Indifférence étudiée»

«Nous sommes fatigués parce que, à ce jour, la réponse à nos inquiétudes n'est exprimée qu'à travers des promesses floues, des larmes de croco-

dile et une indifférence étudiée», a dit le Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les-Grenadines pour exprimer sa lassitude face au «mépris insensé, voire criminel» dont feraient preuve les principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Leur refus de diminuer leurs niveaux d'émissions est «un acte d'agression et une guerre climatique menés contre les PEID», a affirmé le Ministre.

Les conclusions du dernier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) soulignent en effet que les émissions mondiales de gaz polluants responsables du réchauffement climatique continuent d'augmenter à un rythme accéléré, ce qui exige une action urgente pour limiter l'élévation de la température moyenne de la planète à deux degrés Celsius d'ici à 2050.

En début de séance, le Vice-Premier Ministre de Samoa a présenté un résumé du dialogue multi acteurs sur le partenariat, qui s'est tenu lundi après-midi. Ce dialogue a offert aux délégations l'occasion de demander la mise en place de nouveaux partenariats en faveur des PEID, pour compléter ceux qui existent déjà dans des domaines comme le tourisme durable, l'autonomisation des femmes, l'exploitation durable des perles, la formation professionnelle des jeunes, l'énergie renouvelable et l'agriculture biologique, a indiqué le Vice-Premier Ministre samoan.

Pendant que Kiev refuse le plan de paix de la Russie

Le sommet de l'OTAN consacré à l'Ukraine

Le Royaume-Uni accueille le sommet de l'OTAN, les 4 et 5 septembre, au moment où les tensions avec la Russie restent vives. Le pays est accusé d'agression militaire en Ukraine, alors que la pression s'accroît sur Moscou, Paris ayant décidé de suspendre la livraison d'un navire de guerre.



Les dirigeants de l'OTAN sont réunis en Grande-Bretagne.

En présence d'une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, le sommet abordera la crise en Ukraine et la position de la Russie, ainsi que la situation irakienne et syrienne avec l'Etat islamique. Toutefois, le sommet sera très largement dominé par l'Ukraine et la réponse de l'alliance face à Poutine.

L'Ukraine au centre des préoccupations

Pour l'Occident, la participation de soldats russes aux combats aux côtés des rebelles séparatistes a conduit à une dégradation de la situation dans le pays. Si bien qu'une réunion avant l'ouverture du sommet a été organisée entre le président Petro Porochenko et les dirigeants américain, britannique, allemand, français et italien. Vladimir Porochenko les informera de son «évaluation» de «la situation sur le terrain et de ses discussions avec le président Poutine», selon une source gouvernementale britannique, citée par l'Agence France Presse. Les pays membres de l'Alliance veulent afficher leur détermination et leur

unité face à la Russie, qui a proposé la veille du sommet, mercredi, une résolution de conflit. Le président russe avait déclaré «Je pense qu'un accord final entre les autorités ukrainiennes et le sud-est de l'Ukraine pourrait être trouvé et fixé le 5 septembre».

Ce dernier a présenté son plan d'actions destiné à «arrêter l'effusion de sang et à stabiliser la situation dans le sud-est de l'Ukraine», a cité l'agence de presse russe, Ria Novosti. Sept préalables ont été mis en avant par ce dernier, parmi lesquels l'arrêt des opérations offensives près de Donetsk et de Lougansk par l'armée ukrainienne et les rebelles, le contrôle «d'une manière objective l'application du cessez-le-feu» et l'organisation du suivi de la situation dans cette nouvelle zone de sécurité.

Suite à la déclaration de Vladimir Poutine, porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a expliqué que «la Russie ne peut concrètement pas négocier un cessez-le-feu, car elle n'est pas partie prenante au conflit». La proposition russe a été qualifiée de «poudre aux yeux visant à tromper l'Occident. Le véritable plan de Poutine, c'est de détruire l'Ukraine et de rétablir l'Union soviétique. Le seul plan à mettre en

œuvre est un retrait de l'armée russe, des mercenaires et des terroristes du territoire ukrainien», par le Premier ministre Arseni Iatseniouk.

Une commission spéciale

Jeudi après-midi, la réunion de la commission OTAN-Ukraine a été l'occasion pour les 28 dirigeants de l'Alliance d'apporter officiellement leur solidarité avec l'Ukraine. De son côté, Barack Obama a indiqué lors d'une visite mercredi en Estonie, que les Etats devaient soutenir «sans ambiguïté» l'Ukraine, et prendre «des engagements concrets pour l'aider à moderniser et renforcer ses forces de sécurité». Ce dernier et le Premier ministre britannique, David Cameron ont déclaré dans une tribune commune, qu'ils soutiennent «le droit de l'Ukraine à déterminer son propre avenir démocratique et continuer nos efforts pour renforcer les moyens de l'Ukraine».

Les déclarations des dirigeants occidentaux concernant l'Ukraine n'obligent en rien l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) à agir. L'organisation ne compte pas parmi ses membres l'Ukraine, qui possède un statut «hors-bloc». Cependant, ils lui ont promis de soutenir l'armée ukrainienne par des programmes de modernisation dans les domaines de la logistique, de la cyber-défense, du commandement et des soins aux soldats blessés.

Ce vendredi, les dirigeants occidentaux devraient adopter un plan de réactivité destiné à augmenter la rapidité de déploiement des troupes en cas de crise, et d'impliquer plusieurs milliers de soldats sur le territoire. Le but est que cette force armée soit «déployée n'importe où dans le monde très rapidement», ont affirmé Barack Obama et David Cameron.

Céline Tabou

Billet philosophique

Kosa i sèrv lékol dan nout péi ?

En ce moment, dans le monde médiatico-politique dominant, un des sujets les plus évoqués concerne les rythmes scolaires. Certes, cela peut et même doit faire l'objet de débats (rien n'est tabou !) afin que la réforme mise en œuvre par le gouvernement en France et à La Réunion dans ce domaine depuis un an soit réalisée de façon démocratique; notamment en concertation avec les parents d'élèves, les enseignants et les autres agents des services scolaires. Mais au-delà de ce problème, n'y a-t-il pas une autre question vraiment fondamentale à se poser concernant l'éducation de la jeunesse réunionnaise ?



Le Père Sylvain Urfer, jésuite et politologue, en mission à Madagascar depuis 1974.

De nombreux philosophes ont déjà réfléchi à la question de l'éducation. C'est logique, vu que la philosophie, «l'amour de la sagesse», signifie entre autres l'amour de la connaissance, du savoir-faire, de l'intelligence, du bon-sens etc... D'où l'importance du contenu des programmes éducatifs à l'école, au collège, au lycée, à l'université...

Ainsi, selon J.G. Hibben, «éduquer une personne c'est la mettre en état de faire face à toutes les situations»; et selon Platon, «l'éducation a pour but de donner au corps et à l'âme toute la beauté et toute la perfection dont ils sont susceptibles». Nous citerons également Danton, pour qui «après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple»; et Mark Twain, pour qui «une bonne éducation consiste à concilier le grand bien que vous pensez de vous-même avec le peu de bien que vous pensez des autres».

Une tâche essentielle de l'éducation

Il est donc très important d'enseigner le vivre-ensemble, d'apprendre à lutter contre le racisme, les inégalités, les discriminations, le mépris de l'autre, l'indifférence et donc enseigner le refus de la résignation, cultiver l'esprit critique, la résistance à l'oppression et à l'injustice. Apprendre à analyser la société et à agir pour la transformer dans tous les domaines (socio-économique, culturel, environnemental, politique etc...) doit bien être une tâche essentielle de l'éducation afin de bâtir un développement durable.

Cela signifie également qu'il est nécessaire d'enseigner constamment la responsabilité, l'engagement, la démo-

cratie, les valeurs fondamentales à mettre en œuvre (liberté, égalité, fraternité, solidarité, altruisme plutôt que compétitivité et égocentrisme). Mais qu'en est-il réellement dans les programmes scolaires, au-delà de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul, de la géographie, de l'histoire, de la littérature etc...?

«Le rôle de l'école»

En tant que Réunionnais, il y a d'autres questions que nous pouvons nous poser à ce sujet. Comme par exemple : est-ce que l'objectif fondamental du système éducatif à La Réunion est de rendre tous les jeunes conscients que bientôt ils seront responsables du développement durable de leur pays et qu'ils doivent s'y préparer notamment par leur formation ? Est-ce que ce système prépare effectivement la jeunesse réunionnaise à diriger son pays de façon libre et responsable, avec une grande compétence et un esprit inventif ? Et quel est le pouvoir de décision du peuple réunionnais à ce sujet ?

Il se trouve que mardi dernier, au Centre Saint Ignace de Saint-Denis, le Père Sylvain Urfer, jésuite et membre du SeFaFi (Observatoire de la vie publique à Madagascar), a présenté le contenu de son dernier livre très intéressant intitulé «Esclavage et libération à Madagascar». Et «pour faire face à la décomposition sociale du pays, créée par les séquelles toujours présentes de l'esclavage ancien et les différentes formes d'esclavage moderne dans la Grande Île», il a souligné notamment «le rôle de l'école». D'où cette question qui mérite vraiment réflexion... et des solutions réunionnaises à La Réunion : kosa i sèrv lékol dan nout péi ?

Roger Orlu

Otè!

Objéktif ? Lo méyèr fason alé dann sans l'aliénasion kolonial

Avec le moi d'séktanm Rényon-Promyèr radyo la propoz son nouveau program pou l'ané k'i vien. Lé tro bonèr pou donn in avi bien réfléshi dsi program la. Mé lé pa tro tar pou rapèl inn-dé z'idé, sanm pou moin, mi partaz avèk in bonpé d'moun. Pars, konm tout demoun, moin nana mon z'idé, mèm si moin la pa fé sak i fo pou mète azot an avan. Pa arienk moin lé fotif: nana d'après moin in bonpé lé fotif. Pou kèl rézon? Na plizyèr, Dabor la parès nout éspri, épizaprè lokazyon la manké, épi ankor par l'fète ké bann rényoné i koné dé shoz dsi La Rényon na poin in bone idé par raport la radio... Mi souvien moin n'avé in gran profésèr zéogarfi dann l'inivèrsité é li l'avé pa vouli done in l'antrevu in radio, pars solon li kan li nana in 'afèr pou dir li ékri in liv. Zordi lo moun la fine pass l'ot koté, li la fé gayar liv, mé na riyink bann zétidian la parti foy la-dan.

Mi trouv lé régrétab pars na in n'afèr mi aprésyé sé l'édikasion popilèr é mi pans la radio sa in média i pé fé kékshoz pou so l'édikasion-la... Li fé déjà dé shoz, sirtou dann la kiltir popilèr: séga, maloya, diskision avèk bann zékoutèr. Mi rapèl bann z'émision dsi bann plant, sansa dsi la zénéalozi. Dé foi i anparl bann provèrb, sansa bann kosa in shoz. I pé pa dir sa i intèrès pa d'moun é dann bon sans. Moin lé pa kont sa, mèm si inpé i di - moin la fine antann - i diré konm si demoun i travay dann radio i rod fé l'amizèr piblik. Moin pèrsonèl, sa i jène pa moin. Lé myé amizé, k'am-nuiyé. Astèr sré bien osi si té i anparl listoir in pé pli souvan si téi anparl osi la vi d'moun dan tout kartyé. La syans noré pa anbaras amoin non pli, ni in ribrik dsi lékonomi, si l'oséan indien, si bann péi nout z'ansète téi sort... I fo rokonète lé pa fasil fé in radio konmsa, é sirtou pou gard bann z'oditèr. Astèr ni pé dir osi bann konèsèr la vi rényonèz i donne pa non pli tout sak zot i pouré doné.

Ala pou la pintir. Astèr pou la kritik: pétète mi tronp, mé moin na konm l'inprésyon la radio i manipil bann z'idé dominant, konm i di sa, lo zidé bann dominan konm demoun friké, konm demoun lé partizan lo pouvoir mi apèl "kolonyal". An plis ké sa, sirtou dann zournal parlé, moin na l'inprésion désèrtin la fine shoizi zot kan, é zot kan lé pa parèy la miène, é zot diréksion i dékouraj pa zot pou fé sa. A moins ké zot i pans zot lé objéktif. Objéktif ? Lo méyèr manyèr alé dann lo sans bann z'idé dominant, la méyèr fason donn in kou d'min l'alyénasion kolonyal

Justin

NB In mo pou la rout: "l'aliénasion". Sé kan ou i obli out rasine, out réalité é ou i fé konmsi ou sé kèlk'in d'ot. Ou lé pi dann l'oséan indien mé ou lé dann l'erop. ou lé pi oprimé mé ou lé lib. Out z'ansète lété pa zésklav ou sinonza zésklavazis, zangazé ou sinonza zangajis. Si ou lé dann trou, sé pars ou a poin la volonté ansort aou. Mi arète la, pars lé tan fé travay in pé zot koko a zot.